

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Paysage

Nous le savions depuis le premier tour, mais la victoire de François Mitterrand vient de le confirmer de façon éclatante: le paysage politique va être profondément bouleversé par l'élection présidentielle. A cause de l'inquiétant résultat obtenu par le Front national le 24 avril. A cause de la bonne tenue de Raymond Barre et du double échec de Jacques Chirac.

Cette période de recomposition doit être regardée avec gravité, car c'est celle de toutes les chances et de tous les périls. Chance d'un renouvellement des traditions politiques de la droite classique, mais aussi celles de la gauche, et notamment la tradition socialiste qui devra tirer les leçons de toutes ses expériences. Danger de compromis nationaux ou locaux passés avec le Front national, dans lesquels les formations de la droite classique se déconsidéreraient.

Les royalistes connaissent, pour l'avoir accomplie, la difficulté de cette tâche de critique et de reconstruction. La fidélité à soi-même, l'équilibre, la richesse et peut-être la sauvegarde la démocratie, exigent ce courage.



C'est fait !

Maintenant



rassembler

M 2242 - 493 - 11,00 F



3792242011001 04930

Leçon

Coûts de pub

De la campagne présidentielle, une leçon pratique peut être d'ores et déjà tirée: la publicité politique ne sert pas à grand chose.

Avec cynisme et naïveté, la classe politique avait peu à peu admis l'idée qu'un candidat, tel une marque commerciale, devait savoir se vendre. Depuis une dizaine d'années, les hommes de publicité étaient devenus les maîtres d'œuvre des campagnes électorales. Celle qui vient de s'achever démontre les limites de leur efficacité. De l'avis général, la publicité chiraquienne était d'excellente qualité, celle de Raymond Barre d'une médiocrité confondante, tandis que François Mitterrand se tenait dans une honnête moyenne. Or les belles affiches de Jacques Chirac ne lui ont pas fait gagner une seule voix, les très moches de Raymond Barre n'ont pas empêché un résultat somme toute honorable, et les «clipounets» (comme dit Serge Daney de Libération) de François Mitterrand étaient parfaitement inutiles.

Conclusion: lors des prochaines campagnes, il serait plus sain et plus économiques de renvoyer M. Séguéla et ses confrères à leurs paquets de lessive.

Y.L.

Indignation

Marseille calomniée se rebiffe

La façon dont la presse a rendu compte de la visite de Jean-Marie Le Pen à Marseille ainsi que les commentaires émis après les résultats du premier tour dans la capitale phocéenne ont provoqué une vive réaction de nos amis marseillais qui s'indignent de la caricature qui est donnée de leur cité.



La grande messe de haine et d'exclusion prêchée le 17 avril dans le stade de Marseille par un Le Pen transformé pour la circonstance en évangeliste exalté, n'aura pas fait le plein de ses ouailles. C'est en effet, objectivement, dans un stade plus qu'à moitié vide que s'est produit le chef de file de l'extrême-droite. La veille un simple match de championnat avait par contre rempli au trois-quart les 40.000 gradins.

Ils étaient en vérité assez déçus les organisateurs qui croyaient jouer à guichets fermés. Malgré le racolage et la présence de néo-fascistes italiens du M.S.I. et de phalangistes espagnols (ils sont étrangers,

certes, mais ça fait nombre...) on était encore loin des 35.000 personnes prévues. Les lepenistes purent toutefois laisser leur déception au vestiaire car la presse nationale était heureusement là ! Sous sa plume, les 15.000 (et c'est déjà trop) se multiplièrent et les deux heures de propos exacerbés, de calomnies et d'arguments éculés faisant appel à la haine et au racisme sur fond de décor musolinien, furent largement diffusés. Laissons aux praticiens du divan le diagnostic d'une telle surenchère.

Plus généralement les comptes-rendus et commentaires qui alimentent la presse nationale montrent comment fonctionne

la traditionnelle «image d'Epinal» de la cité phocéenne. Marseille ne serait-elle donc peuplée que de racistes et de xénophobes ayant, pour le temps de venir hurler sur un stade, abandonné leur occupation préférée, la pétanque ? A croire que l'air que l'on y respire ne peut être qu'infecté de racisme et de magouilles politiques, sinon d'odeur de pastis et de sardines grillées.

C'est oublier combien depuis vingt six siècles, Marseille est au cœur de rencontres fécondes entre l'Orient et l'Occident. C'est oublier qu'héritière des fédérés, la «Ville sans nom» n'a jamais pactisé avec quiconque.

Une analyse plus juste et plus fine aurait su mieux rendre compte des succès des manifestations antiracistes tant celle avec Lajoine sur le vieux port que celle organisée par «Marseille fraternité» sur la Canebière. Des dizaines de milliers d'individus spontanément unis pour la solidarité et la fraternité.

Non, Marseille ne s'est pas fourvoyée, car là est son vrai visage. Non, Marseille n'est pas devenue majoritairement raciste car il ne faut tout de même pas oublier que le 24 avril, il n'y eut qu'un marseillais sur cinq à avoir voté Le Pen.

Louise LANGE

royaliste

SOMMAIRE : p.2: Marseille calomniée se rebiffe - p.3: L'inquiétude du comte de Paris - p.4: L'effet Le Pen à l'étranger - p.5: Les loups sur la Pologne - 6/7: Entretien avec Georges Duby - p.8: La justice et ses rites - p.9: Contre le racisme, l'universalisme difficile - p.10: Prima della Rivoluzione - p.11: Action royaliste - p.12: Editorial

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57

Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (60 F), 6 mois (115 F), un an (190 F), de soutien (350 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Parole royale

L'inquiétude du comte de Paris

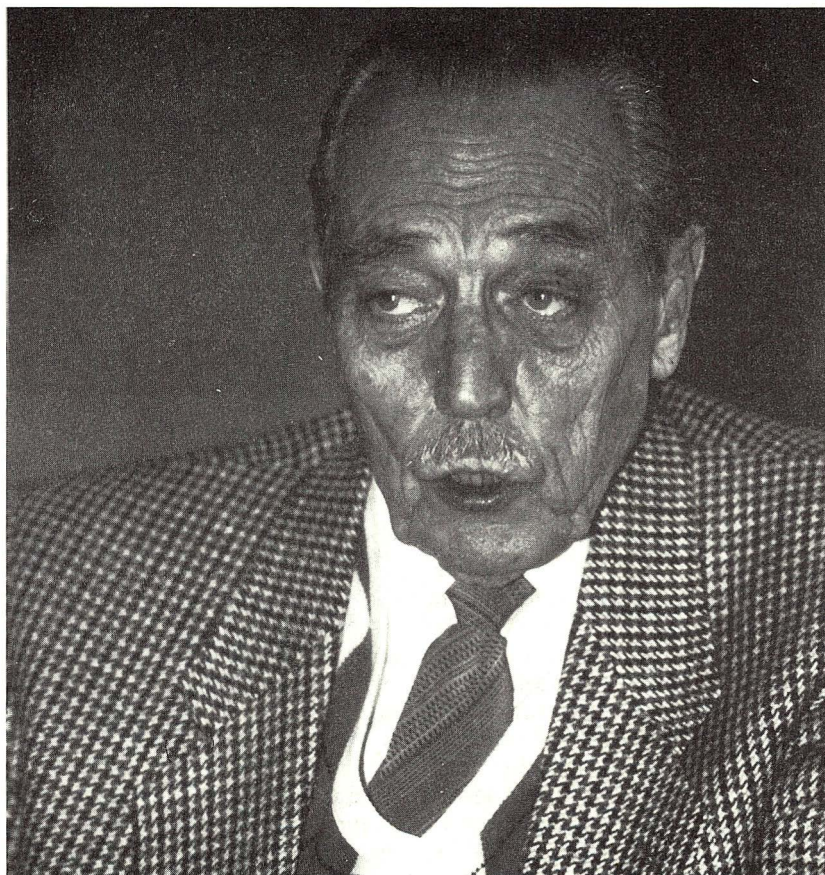
L'inquiétant succès obtenu par le représentant d'un courant autoritaire et xénophobe souligne le désarroi de très nombreux citoyens. Il marque aussi l'échec de formations politiques qui avaient confisqué l'expression populaire au profit de leur seule volonté de puissance: les discours sectaires, l'égoïsme de parti, l'argent dépensé dans une publicité massive, ont masqué leur absence de réflexion, le caractère artificiel des programmes et l'échec d'une gestion gouvernementale menée dans la méconnaissance des réalités et des aspirations de la société française.

Dans cette société bouleversée par la destruction de nombreux liens sociaux et très éprouvée par la dureté de la compétition économique, facteur d'insécurité et de misère, un tribun a eu l'habileté d'attribuer une cause unique à l'angoisse collective, de donner un seul nom et un seul visage à de multiples menaces.

Je tiens à dénoncer une nouvelle fois l'illusion ainsi entretenue. L'exclusion des immigrés et le refus opposé à l'intégration de leurs enfants n'apaiseraient pas l'angoisse, et la célébration de valeurs traditionnelles grossièrement travesties (par exemple celles qu'incarne Jeanne d'Arc) ne nous donnerait qu'un semblant d'identité. La cohésion sociale ne peut se recréer dans la haine d'autrui. L'unité nationale ne peut se fonder sur un parti qui n'existe que dans et pour l'affrontement.

La France ne serait plus elle-même si elle s'abandonnait à la logique de la division haineuse, si elle se résignait à subir la seule loi d'un capitalisme qui enrichit les plus riches et plonge dans la misère les plus fragiles, si elle renonçait à son projet millénaire de justice et de li-

Quelques jours après la proclamation des résultats du premier tour de l'élection présidentielle, Mgr le comte de Paris rendait publique une importante déclaration. Sa portée dépasse de beaucoup la simple conjoncture électorale. C'est pourquoi, bien que le 8 mai soit derrière, nous, nous en donnons le texte à nos lecteurs.



berté. Ce projet peut et doit mobiliser les intelligences et les énergies, afin que les crises qui nous affectent soient pacifiquement surmontées.

Nous devons, dans le cadre de notre démocratie représentative, développer et renouveler le dialogue entre le pouvoir politique et les citoyens, afin que ceux-ci participent effectivement aux évolutions nécessaires.

Nous devons rétablir la paix civile outre mer en mettant fin à des situations de type colonial, en respectant les droits, les

usages et la culture des peuples qui vivent dans l'ensemble français.

Nous devons instaurer, avec notre cœur et notre compréhension, une relation harmonieuse entre les régions et le pouvoir politique qui doit, dans l'esprit de la tradition capétienne, respecter leur personnalité et leurs libertés.

Nous devons, selon notre tradition constante, tant monarchique que républicaine, assurer la sécurité des étrangers qui ont choisi de vivre parmi nous et qui, comme par le passé,

contribuent à notre développement économique et à notre enrichissement culturel, sans qu'il soit établi de ségrégation selon la couleur de la peau ou la religion.

Nous devons recréer ou renforcer les liens sociaux en confirmant le principe de la solidarité, en assurant une protection efficace contre la maladie et le chômage, en luttant contre toute pauvreté.

Nous devons mettre en œuvre une politique économique active et une politique industrielle cohérente, développer la formation et la recherche, stimuler l'activité (et non la spéculation), affirmer notre dynamisme sur le marché européen comme sur le marché mondial - sans jamais oublier nos devoirs à l'égard du Tiers-Monde.

Nous devons développer la coopération européenne, assurer notre sécurité tout en favorisant la réduction des armements possédés par les empires, et renforcer le pacte multiséculaire entre la France et la liberté des peuples du monde.

Ces tâches immenses ne peuvent être accomplies dans une France divisée par les luttes partisans, et par un pouvoir politique qui renoncerait à sa fonction arbitrale devant les exigences de groupes de pression politiques et financiers.

M. François Mitterrand a acquis, au cours de son septennat, l'expérience et l'indépendance nécessaires à tout homme d'Etat digne de ce nom. Le projet de justice, de liberté et d'unité qui est le sien, et la perspective de rassemblement qu'il a tracée, rejoignent mes propres espérances. Je souhaite qu'il puisse poursuivre, après le 8 mai, l'œuvre qu'il a entreprise.

Henri, comte de Paris
Chantilly, le 30 avril 1988

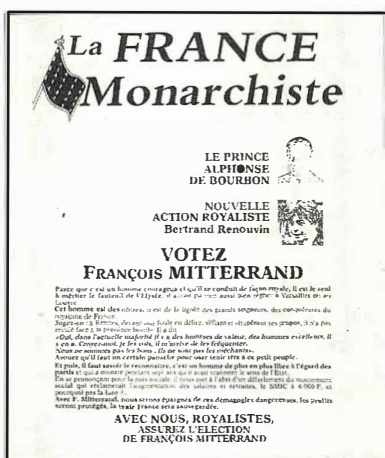
Humour russe

Eh oui ! Décidément le Parti communiste manie l'humour avec autant de grâce qu'un bulldozer. Témoin ce faux tract abondamment diffusé par les camarades dans le Val-de-Marne.

Passons sur le fait que pour faire plus gros ils n'ont pas hésité à pratiquer l'amalgame entre la N.A.R. qui effectivement était engagée aux côtés de François Mitterrand, le duc de Cadix qui en qualité d'Espagnol serait mal venu de s'immiscer dans les affaires françaises et un journal qui roulait d'une manière visible pour Le Pen. Mais dans leur espoir de dissuader les électeurs de voter Mitterrand ils ressortent de leur magasin aux accessoires l'épouvantail royaliste.

Ils se trompent d'époque ! S'ils avaient été un peu plus attentifs aux réalités de la société française, ils auraient remarqué que 17% de nos compatriotes sont favorables au rétablissement de la monarchie et surtout que ce même sondage (IPSOS-Le Point du 26/1/87) indiquait que chez les ouvriers ce pourcentage montait à 24%. Presque un ouvrier sur quatre ! Un score qui a du vraiment faire pâlir d'envie le camarade Lajoine au soir du 24 avril ...

Y.A.



L'effet Le Pen à l'étranger

Le monde en état de choc après les résultats des élections présidentielles françaises s'interroge sur une France qui fait ressurgir d'anciens clichés considérés comme éculés.

L'effet des 14,4% de voix Le Pen est d'autant plus fort que, avant le premier tour, les observateurs étrangers s'accordaient à louer une France apaisée, consensuelle, pragmatique à gauche comme à droite (cf. « Royaliste n°492 »).

La *Stampa* italienne n'hésite pas à titrer: « *un 68 noir* »: la *Nation*, une fois de plus, reprend l'establishment, comme en mai 1968, mais cette fois il est noir », c'est-à-dire, pour l'Italie, aux couleurs du fascisme. Ailleurs, on nous présente comme le « mouton noir » de l'Europe, pire que l'Autriche de Waldheim. Les Américains, qui ont l'avantage d'avoir fait un sort au phénomène Le Pen avant le premier tour (couverture de *Newsweek* quinze jours avant le scrutin), jugent de l'événement par référence au passé de la dernière guerre et le *New York Times* titre en s'inspirant de la réaction de Jean Lacouture: « *un perdant: de Gaulle* ». On pouvait y penser un 27 avril, dix-neuf ans après le départ du Général. Certains européens cependant, comme l'espagnol El País, se demandent si le Pen n'incarne pas « ce qu'il y avait d'anti-européen dans la tradition gaulle » et le britannique *The Economist* voit dans le vote français un rappel: « *le nationalisme pourrait bien être la plus élevée des barrières à franchir pour une Europe sans frontières* ». Comme tel, d'autres pays européens n'en seraient pas exempts. La contagion est possible selon des formes propres à chaque système politique. L'effet Le Pen est à prendre au sérieux par nos partenaires de la Communauté.

Le quotidien algérien El



Moudjahid écrit que « *C'est la France qui a éternué, mais c'est le corps entier de l'Europe qui est secoué d'un frémissement mêlé d'angoisse* ». Nos voisins allemands ont été stupéfaits par le vote alsacien. Mais d'autres, en Italie, en Espagne, voire en Belgique, constatent aussi une sorte de « vote frontalier ». D'autres raisons sociologiques existent selon les régions, mais sur les frontières, les comparaisons sont plus aisées, sur le plan industriel, sur celui de l'ordre et de la sécurité comme de l'immigration. On prend mieux conscience de certains retards ou de singularités qu'on ne recontre pas outre-Rhin ni outre-Manche. L'Europe ce sont

aussi de tels rapprochements.

L'attitude même sur l'immigration est souvent recouverte au Front National par une forme d'euphémisme, « L'Europe de l'Atlantique à l'Oural » se substitue en quelque sorte à la « France de Dunkerque à Tammanrasset ». L'appartenance à l'Europe « horizontale » l'emporte sur des solidarités verticales, Nord-sud, moins évidentes.

Ce qui est en cause ne se ramène donc pas à un anti-européisme primaire. Le problème d'identité que révèlent nos élections appelle que l'on repense l'articulation de la nation, de chacune de nos nations, à l'Europe. Le Pen a peut-être pris sur ce point une longueur d'avance. On a montré les « clins d'œil » faits par chacun des candidats du second tour sur la question de l'immigration. On a moins relevé le début d'un nouveau discours sur l'Europe et la nation parmi ceux de nos hommes politiques qui réfléchissent le mieux (un Séguin qui répond au *Quotidien de Paris*: « *lorsque tout le monde ne parle plus que de l'Europe - je crois qu'on s'est trompé en faisant cela - il y a des gens qui s'interrogent et se demandent: être Français, c'est quoi ? Ce sera quoi demain ?* ». un Chevènement qui, selon *Le Monde* veut réagir contre « *la crise de l'idée de nation* » et trouve que c'est « *une très grave erreur d'avoir abandonné à Le Pen le drapeau tricolore* »).

Les Européens les plus conséquents commencent à se demander si une des conséquences du vote Le Pen n'entraînera pas un certain retour à de Gaulle dans la construction européenne pour que celle-ci ne soit pas ce qu'elle a trop donné l'impression d'être ces derniers temps: une fuite en avant.

Yves LA MARCK

Est

Les loups sur la Pologne

L'opinion d'Occident, victime encore une fois de son inattention frivole, a quittée voilà peu la Pologne sur le thème de Solidarnosc, du Pape, de l'«état de guerre»; elle a tort de s'en être sitôt détournée.



■ Des boutiques où ne peuvent s'approvisionner que les plus riches.

trates ni plomb), du lait non dilué ni coupé de détergent, du beurre des Pays-Bas, crémeux, et non le bas-beurre des troupeaux masoviens exténués, réservé aux gens ordinaires.

Or, ces nouveaux consommateurs, qui sont-ils ? Ceux qu'un parent lointain peut aider en devises, comme autrefois, mais aussi maintenant ceux qui tirent sur la fin de leurs économies, vendent leurs meubles, leurs livres, ou qui rentabilisent en douce leur compétence dans les services publics, et surtout les nouveaux maîtres de l'argent, bâtisseurs d'hôtel de luxe pour les étrangers (trois à Gdansk en chantier), vendeurs d'informatique et de téléviseurs importés, restaurateurs libres, artisans à clientèle aisée, hauts fonctionnaires.

Une inégalité que l'ère industrielle naissante, chez nous, n'a même pas connue d'un côté la débauche croissante de ceux qui peuvent payer jusqu'à cent fois le prix marqué pour avoir le téléphone tout de suite, acquérir le mètre carré d'appartement en ville 200.000 slotys (un an de salaire); de l'autre, les consommateurs de survie, obsédés à temps plein par le souci de s'approvisionner, de combler comme ils peuvent, à coups de vitamines en boîte, les carences alimentaires de leurs enfants, et cependant déjà devenus les otages d'une publicité florissante, des fantasmes occidentaux de la communication par satellites et d'une désinformation asphyxiante et insipide-ment a-politique.

Cela dans un pays exsangue

où le cours effectif du dollar, monnaie suprême, suit la demi-bouteille de vodka (1.500 slotys) et où l'effort de production autonome semble définitivement abandonné au profit des prestiges de la distribution et de la stimulation des désirs.

Que pèsent contre cela les aides de l'Eglise, ou l'espace toléré à Lech Walesa et au mensuel critique «Respublika»? A en croire un observateur privilégié, cinq ans devraient suffir pour que la poudrière sociale éclate, malgré l'émigration accélérée des cadres, ou que le désespoir la livre au mieux offrant.

Cette perspective est européenne. Elle convoque les nations d'Occident. Un second «Plan Marshall» suffirait-il ? On en doute. Mais l'exemple pan-allemand devrait montrer la voie d'une interconnexion des économies est-ouest qui répartisse le choc et les terribles coûts sociaux de l'entrée brutale de ces pays dans la sauvagerie de l'économie de marché.

Cette manœuvre urgente n'ira pas sans une révision de notre éthique. Avec l'altercation capitalo-marxiste, il faudra que s'effondre la morale de prédateurs qui, là-bas comme ici, ne profite qu'aux loups.

Luc de GOUSTINE

**Aidez-nous
en
participant
à la
souscription
(page 11)**

Georges Duby : « La famille capétienne s'est identifiée à l'Etat »

● **Royaliste:** Votre dernier ouvrage, « Le Moyen âge », qui vient de paraître est plus orienté que les autres sur le politique. Or dans votre introduction vous distinguez pour cette période qui va du XI^{ème} au milieu du XIV^{ème} siècle quatre traits majeurs dans l'expression du politique. Pourriez-vous les rappeler pour nos lecteurs ?

Georges Duby: Tout pouvoir participe du sacré: on n'imagine pas dans ce monde du XI^{ème}-XIII^{ème} siècle, où la surnature a autant d'importance que la nature, que le pouvoir soit détaché du surnaturel. C'est le premier trait. Le deuxième trait: tout pouvoir est un pouvoir domestique; la famille est le fondement principal de tout le système social et toute relation de pouvoir est pensée comme une relation de fils à père ou de femme à époux; tout chef est d'abord chef de maison. Troisième trait: tout pouvoir est masculin. La conception de l'ordre du monde est bâtie sur l'idée de la hiérarchie et, dans cette hiérarchie, l'homme est au-dessus de la femme. Enfin, dernier trait: tout pouvoir est impuissant; les mailles du réseau social sont trop lâches et il est toujours possible pour l'individu de se dégager.

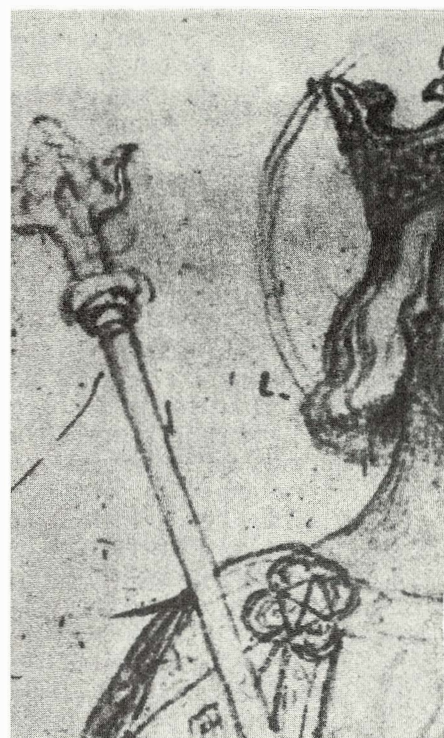
● **Royaliste:** Vous donnez les grandes lignes qui font que l'on passe d'un pouvoir qui est au sein de la féodalité à ce qui va être les germes de l'Etat moderne...

Georges Duby: J'ai voulu montrer la genèse de l'Etat moderne en France. Je prends mon départ aux alentours de l'an mille; c'est à ce moment-là que la notion de France prend corps et que le royaume de France devient une entité qui a sa personnalité au sein d'un ensemble, lequel était auparavant conçu comme le prolongement de l'Empire romain.

D'autre part, à ce moment-là le pouvoir politique est très

dispersé au terme d'une adaptation très lente aux conditions matérielles de la vie, à l'impossibilité en particulier dans une société tout à fait rurale, où les communications sont particulièrement difficiles, où l'argent circule peu, de commander de loin. Donc le pouvoir s'est résorbé en quantité de petites cellules dont le noyau est un château, et de cet éparpillement vont surgir peu à peu les bases de l'Etat moderne. A la faveur d'un mouvement de croissance économique prodigieusement actif, peu à peu les obstacles à l'organisation spatiale vaste d'un système politique se résorbent les uns après les autres; l'argent circule à nouveau, des réseaux routiers sont mis en place. Il y a également rationalisation progressive du pouvoir et utilisation de l'écrit.

Tout cela permet à d'anciennes structures héritées de la période antérieure de prendre à nouveau vie, ceci se fait progressivement. D'abord par la reconstitution des pouvoirs princiers dans ces molécules plus grandes que constituent les provinces françaises, héritières dans leurs grandes lignes des territoires des anciennes tribus gauloises. Puis le rassemblement autour de l'un de ces princes qui jouit de deux privilèges. Un privilège matériel: la petite principauté qui constitue le fondement de sa puissance est située dans la région où le dynamisme économique est le plus vif, aux environs de Paris; tandis que, par un hasard biologique, la dynastie se prolonge sans solution de continuité pendant trois siècles. Mais surtout il jouit d'un privilège essentiel: il est le roi. Le roi a pour lui d'être sacré; la cérémonie de l'onction imprègne son corps d'une puissance surnaturelle; il est reconnu comme étant le lieutenant de Dieu, investi par Dieu d'un pouvoir



■ *Le rôle de Saint Louis fut capital.*

général de paix et de justice sur un immense territoire, le royaume de France.

● **Royaliste:** Précisément, au sein de l'Eglise, dont le rôle est si important dans la définition du pouvoir, vous distinguez, et parfois pour les opposer, le rôle des moines et celui des évêques.

Georges Duby: Il faut faire en effet une différence entre pouvoir d'ordre spirituel et pouvoir d'ordre temporel. Il y a parmi les dirigeants deux catégories: ceux qui appartiennent à l'ordre ecclésiastique et ceux qui appartiennent à l'ordre des princes. Or le roi a l'avantage d'appartenir par une moitié de sa personne, en raison du sacré, à l'ordre ecclésiastique et par l'autre à l'ordre temporel. Il a donc une supériorité évidente sur tous. Au XI^{ème} siècle, l'Eglise est encore dominée par les moines, mais à la fin du XI^{ème} un renversement se fait en fonction du progrès économique, dont une des consé-

Professeur au Collège de France, Georges Duby est sans conteste un des spécialistes les plus connus et les plus réputés de l'histoire médiévale. Il vient de faire paraître dans la cadre d'une monumentale « Histoire de France » en cinq tomes, publiée chez Hachette, un volume consacré au Moyen Age (987-1460). Ces quatre siècles qui suivent la fondation de la dynastie capétienne voient à la fois se bâtir les fondements de l'Etat moderne et se consolider la dynastie qui a créée la France. Georges Duby nous en donne ici les clés essentielles.



l dans la définition de la fonction

En milieu monastique, on avait beaucoup rêvé d'une société qui aurait été essentiellement hiérarchique par une sorte de projection de la théologie de Denys l'Aéropagite, qui imagine le monde issu de la lumière divine comme une hiérarchie à la fois céleste et terrestre. Les moines en général, et ceux de Saint-Denis en particulier, avaient beaucoup réfléchi sur un système pyramidal qui, dans le domaine de la politique, aurait institué le roi comme le sommet d'une chaîne de fidélité, le reliant par les rouages de l'hommage et de la vassalité à l'ensemble de son peuple. Les évêques, eux aussi, ont eu cette notion hiérarchique, mais en insistant davantage sur le système des trois fonctions. Ils ont imaginé de manière plus concrète une sorte de coopération entre les divers ordres de la société et notamment entre les agents militaires du pouvoir et les agents ecclésiastiques.

● **Royaliste:** A partir du XIV^{ème} siècle, dans ce Moyen âge toujours très religieux, il semble qu'il y ait un «transfert» du sacré du cercle des élites, des clercs, au peuple, qu'il y ait alors comme une demande populaire de sacré en réaction à la rationalisation juridique de la monarchie par les intellectuels.

Georges Duby: Ce sont en effet des intellectuels qui ont monopolisé la réflexion. Avec beaucoup d'efficacité ils ont conçu un organisme politique complexe qui permettait d'agir. Mais en même temps, ils ont en quelque sorte, comme dans l'art gothique qui se rigidifie sur la fin, dépossédé de leur spiritualité les organes du pouvoir. Lorsque la politique, au sens un peu sordide du terme, prend le pas, et face à une institution ecclésiastique elle aussi mise en question parce qu'elle est trop institutionnelle, la religion populaire, irrationnelle, qui fait place aux merveilles, apparaît, remplie de chaleur vivifiante. C'est ainsi que la venue de Jeanne d'Arc peut s'expliquer.

● **Royaliste:** A quel moment le lignage des Capétiens commencent-ils à avoir un comportement qui se distingue de celui des grandes familles ?

Georges Duby: Ce qui peut nourrir une réflexion sur les structures politiques du moyen âge doit beaucoup aux recher-

ches récentes sur les structures de parenté. C'est très progressivement que le lignage capétien s'est singularisé. Au XI^{ème} siècle, les pratiques successorales, matrimoniales, que l'on observe dans la famille royale, sont tout à fait semblables à celles que l'on peut observer dans les familles princières. Mais à partir de la fin du XII^{ème} siècle - époque fondamentale - et surtout au temps de saint Louis - personnalité capitale - la famille royale devient une famille à part, avec ses règles propres de succession. Cette évolution est soutenue par le mouvement général qui fait se fortifier les structures de l'Etat. C'est en s'identifiant à l'Etat que la famille capétienne entendait se singulariser par rapport aux autres familles princières.

● **Royaliste:** concernant le XIV^{ème} siècle, vous notez que la conséquence économique la plus forte de la grande peste a été l'augmentation de la richesse individuelle. N'est-ce pas surprenant et quelque peu malthusien ?

Georges Duby: La saignée démographique fut épouvantable. Brusquement, en quelques mois, le 1/4, le 1/3 de la population disparaît. Mais il faut bien voir que, dans la première moitié du XIV^{ème} siècle, la France était un pays surpeuplé, donc rempli de misérables. L'épidémie, liée aux autres plaies, soulagea la pression démographique.

Il est resté une masse de prolétaires qui ont tenté de jouer de la situation pour être mieux payés, avec un certain succès puisque les salaires ont augmenté après la peste, et se sont maintenus longtemps à un haut niveau. Mais parmi les propriétaires la diminution de la population a fait les parts d'héritage plus considérables. Ceci a permis la reprise après 1440.

● **Royaliste:** La pression fiscale...

Georges Duby: Elle a relayé la pression seigneuriale. L'Etat, à partir de la guerre de Cent ans, s'est construit sur l'impôt. La seigneurie, qui avait joué un rôle fondamental de protection sociale pendant trois siècles, n'a plus rempli ce rôle. Il fut repris par l'Etat, qui exigea l'impôt en contrepartie.

● **Royaliste:** L'Etat s'est d'abord constitué, avec le soutien de

l'Eglise, contre la guerre. Or il semble qu'au XIV^{ème} siècle, avec l'installation de la guerre permanente, l'Etat se nourrisse de la guerre, en tire une vigueur nouvelle. N'y a-t-il pas là comme un renversement de causalité ?

Georges Duby: La fonction du roi, lieutenant de Dieu, est de faire régner la paix et la justice. La renaissance des Etats fit apparaître les guerres nationales en même temps que la xénophobie. La France fut envahie militairement par des gens qui ne parlaient pas la même langue. La nation se rassembla derrière son roi qui conduisait la guerre défensive. Pour cela la monarchie française du bas Moyen âge a pu tirer le plus grand profit de l'événement militaire catastrophique et fonder l'impôt pour la défense du royaume. Il s'agissait d'instaurer la paix, contre un ennemi extérieur.

● **Royaliste:** Votre réception récente à l'Académie française a couronné votre carrière et peut apparaître, s'il était nécessaire, comme sa reconnaissance officielle, de même que le goût dont témoignent les Français pour l'histoire. Peut-on se permettre de saisir cette occasion pour vous demander de rappeler ce qu'on été pour vous les grands moments, les grandes fidélités, les grands combats de cette vie consacrée à l'histoire et quels sont vos projets ?

Georges Duby: La fidélité à mon métier est fondamentale: je crois beaucoup au métier d'historien. L'histoire est un exercice d'esprit critique nécessaire dans un monde submergé d'informations pesantes et d'idéologies complexes. J'ai suivi un itinéraire normal pour les gens de ma génération. J'ai commencé par m'intéresser aux phénomènes matériels, économiques: j'ai beaucoup lu Marx à ce moment-là. Puis je me suis rendu compte que les déterminations économiques n'étaient pas les seules, que l'évolution sociale est commandée également par des facteurs non matériels. Ainsi j'ai étudié les structures de parenté, le mariage. J'en suis arrivé maintenant à poser cette question: quelle était la condition des femmes dans la société féodale ? Voilà mon projet de recherche actuel.

propos recueillis par
Philippe Cailleux
et Alain Flamand

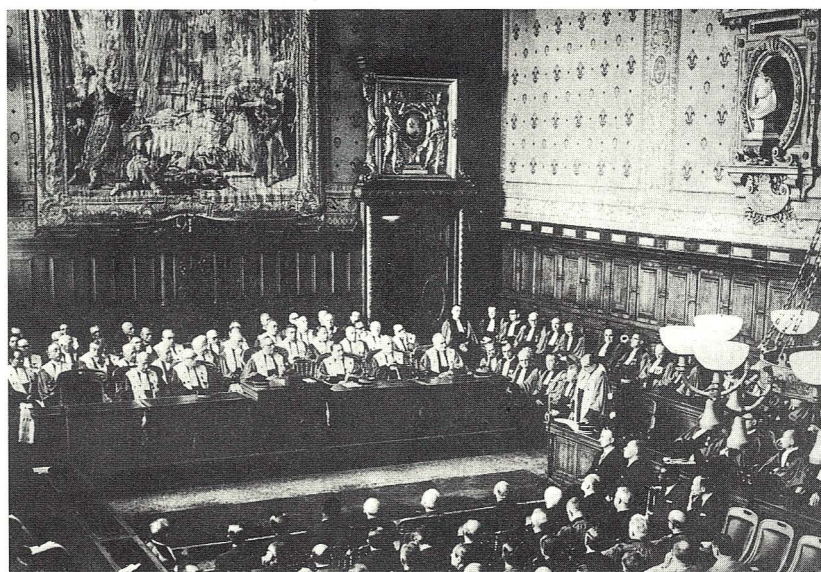
A sauver !

La Justice en ses rites

Publié voici trois ans, *L'Ane chargé de reliques* (1) est un livre qui n'a, jusqu'à présent, connu aucun succès malgré l'originalité du sujet et la richesse d'une réflexion qui aurait dû passionner les magistrats, les anthropologues, les philosophes du politique et aussi, grâce à la clarté des analyses, un très large public. Cet essai sur le rituel judiciaire aurait cependant disparu dans une complète indifférence si Lucien Scubla, animateur du CREA (2), ne l'avait découvert par hasard et fait connaître aux auditeurs de son séminaire.

Mais qu'on n'imagine surtout pas un ouvrage rebutant. L'essai d'Antoine Garapon décrit un univers familier - celui du Palais de Justice tôt ou tard fréquenté ou du moins observé dans les multiples reconstitutions cinématographiques - et qui demeure d'une impressionnante étrangeté. Pourquoi ces robes rouges et noires, cette architecture rigoureuse de la salle d'audience, ce langage abscons, ce spectacle pompeux des cours d'assises ? On sait que de bons esprits, qui se veulent résolument modernes, proposent régulièrement que cette pous-

Souvent moquée, la solennité de la justice est riche de signification. L'excellent ouvrage d'Antoine Garapon nous permet d'en saisir toute la valeur.



■ Séance de rentrée à la Cour d'Appel de Paris : la majesté d'un rituel garde-fou d'une justice sereine.

sière soit balayée, et que ces conduites archaïques soient remplacées par une justice sans cérémonie.

Sans la moindre concession à l'esprit réactionnaire, Antoine Garapon a le courage de dénoncer cette illusoire simplicité d'une justice « proche des gens »

et ose prononcer, du double point de vue du magistrat et de l'anthropologue, une très convaincante défense et illustration des rites de la justice. C'est que le rituel des salles d'audience n'est pas une forme vide de sens. Il est en relation avec le sacré, comme l'indique cet espace judiciaire organisé comme celui d'un temple dans lequel se trouve représenté la nature, et symbolisé l'ordre social et juridique. Lieux vides ou secrets, barrières et rites de passage ne sont pas faits pour impressionner le justiciable mais signifient la majesté de la loi, la légitimité de l'ordre. Et la robe du magistrat désigne celui qui représente cet ordre, efface le corps de l'homme ordinaire pour le transformer en juge, dont les gestes et les paroles participent du rituel.

Sous l'arbitrage du juge, dans les affrontements violents de la défense et de l'accusation, se déroule une cérémonie publique

à la fonction cathartique puisqu'elle a pour objet de purger les passions par le spectacle donné. Le procès pénal, écrit Antoine Garapon, est « une catharsis du délit et de la loi, de la transgression et de la répression, du plaisir et du déplaisir, de l'individualité et de la sociabilité, de la solitude et de la communion ». D'où le caractère tragique du procès, son caractère sacrificiel qui, à l'heure du jugement, permet de réconcilier la société menacée par la violence. Retrouvant René Girard, l'auteur note en effet que « le rituel pénal, grâce au mécanisme sacrificiel, permet au groupe social, sous prétexte de juger l'auteur d'un crime, de répéter le meurtre fondateur ».

On devine ainsi l'importance des symboles dans l'exercice de la justice et les réels dangers que leur suppression ferait peser sur les justiciables. La justice en complet-veston, rendue dans un bureau par un unique juge est infiniment moins respectueuse des personnes et du droit que le spectacle « formel » des salles d'audience. Le rite est un moment de la genèse du droit, un élément de sa réalisation, et de ce fait une garantie de liberté. Loin d'être un signe de « démocratisation » de la justice, la destruction de ses symboles aboutirait à une violence qui menacerait l'Etat de droit.

D'une grande portée théorique et pratique, le livre d'Antoine Garapon ne peut rester plus longtemps ignoré. Il faut le lire et le faire lire aux magistrats, aux justiciables et à tous ceux qui s'intéressent au fonctionnement symbolique, donc réel, de notre société.

B. LA RICHARDAIS

(1) Le Centurion, 1985, prix franco 114 F.
(2) Centre de Recherche sur l'Epistémologie et l'Autonomie.

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR*NAR

Contre le racisme l'universalisme difficile

■ Gérard Leclerc



I nutile d'insister sur l'actualité du sujet. Durant toute la campagne électorale et plus encore dans sa dernière étape, il s'est emparé de l'opinion avec une force obsessionnelle qui n'a pas fini de retentir sur les sensibilités. L'importance d'une question aussi grave que celle du racisme justifie un effort intellectuel exceptionnel si l'on veut éviter tous les pièges, ne pas se contenter de réflexes à courte vue et se précipiter dans un type de croisade qui aggrave les maux au lieu de les conjurer. Entendons-nous bien : le racisme est un mal redoutable, une perversion de l'esprit, contre quoi il faut mobiliser les énergies de la raison et du cœur. Mais c'est justement pour cela qu'il est désastreux de se fourvoyer dans des impasses et plus encore dans des réponses et des parades qui participent des erreurs que l'on veut combattre. L'antiracisme pour ne pas manquer son objet doit se soumettre à un examen sans concessions et renoncer à une philosophie à bon marché qui n'est pas à la mesure de ses enjeux.

C'est dire l'opportunité de l'ouvrage que Pierre-André Taguieff vient de publier sur le racisme et ses doubles. Cette longue étude, complexe, ardue quelques fois, ne fait aucune concession à la facilité. Elle comble d'autant plus le lecteur qui a accepté la règle du jeu et qui, avançant pas à pas dans la suite de patientes analyses, voit peu à peu émerger le but de sa quête et découvre la vraie dimension d'une réflexion qui l'implique corps et âme. Cet essai d'un chercheur au CNRS ressemble à une odyssée de l'esprit. Le voyageur parti à la recherche de tous les continents de la connaissance, ceux qui lui ouvrent toutes les sciences humaines, finit par aborder à la patrie de son esprit, celle où la raison est contrainte d'avouer sa nudité et de consentir à l'éthique, c'est-à-dire la reconnaissance d'un ordre transcendant où s'opère la conversion à l'autre.

Voici donc un livre vrai, de ceux que l'on aime - et c'est assez exceptionnel aujourd'hui - parce que assumant toutes les rigueurs de la pensée, il ne craint pas de marquer les limites d'un discours scientifique ou sociologisant pour poser la question en ses véritables termes qui sont métaphysiques et même religieux. D'où pour finir une tonalité pascalienne, où la raison dans ses apories reconnaît ses limites sans jamais renoncer à elle-même.

Mais il faut bien évoquer le parcours, sans nous y perdre, avant de revenir au terme décisif. Sans prétention, je dirai qu'il nous est assez familier, parce que depuis quelque vingt ans nous avons été contraints de nous affronter à ceux qui, en France, ont suivi l'évolution décrite par Taguieff. Lorsqu'au début des années soixante-dix, nous lisions Alain de Benoist et ses compagnons de Nouvelle Ecole, ils en étaient encore à une conception très biologiste des différences culturelles (nous nous souvenons encore des analogies peu équivoques sur la lie et l'écume biologique). En cela, ils affirmaient leur dépendance avec un courant scientifique partisan du déterminisme héréditariste. Mais ce n'était qu'un moment dans l'histoire de la nouvelle droite qui devait totalement changer de registre pour développer un discours différentialiste sur des bases, cette fois, culturalistes. Nous étions alors dans une situation paradoxale : « *Discours à intention racisante et discours antiracistes militants se sont trouvés usant des mêmes jeux de langage, recourant aux mêmes évidences fondatrices, et visant la réalisation des mêmes valeurs* ».

En effet, entre Alain de Benoist, exaltant la différence des cultures (au point de se convertir au tiersmondisme) et un militant de la société pluriculturelle, le langage est étrangement commun, même si l'on nage en pleine équivoque. D'un côté, l'absolutisation des héritages spécifiques ou des hérédités différentielles

s'oppose parfois subtilement à l'universalisme (affirmation d'une appartenance à une même nature). De l'autre, entre le pluralisme et les beautés du mélange interethnique on ne s'y reconnaît pas forcément. La confusion vient, explique Taguieff, du choc de deux logiques antiracistes... fondées respectivement sur deux anthropologies distinctes et vraisemblablement inconciliables dans leurs systèmes de valeurs. La première individuo-universaliste affirme au nom des droits de l'homme son hostilité aux identités de repli des communautés. L'autre tradition communautariste défend le droit à la différence et s'insurge contre l'universalisme réducteur.

Le peu de lucidité de l'antiracisme sur les nouvelles modalités du racisme (que l'on persiste à figer sur son mode hitlérien) s'allie à une pauvreté spéculative et philosophique que l'auteur pourfend avec sévérité. Parmi ses travers les plus graves, parce qu'il nie ce qu'il est censé affirmer, l'exclusion du raciste, traité, par un retournement théorique fort peu élaboré, de la manière même dont le raciste traite le racisé. Par ailleurs, quand il ne participe pas d'une même crispation sur des différences irréductibles liées à une origine spécifique culturelle, l'antiraciste affirme un désarmant plaidoyer pour un métissage, qui n'est que l'étiage au plus bas de tous les apports culturels rassemblés. « *Le grand mardi gras de l'esprit dont rêvait Nietzsche s'avère n'être qu'un bouillon éclectique d'arrière-salle. Et dont l'air serait à coup sûr irrespirable pour quiconque* ».

P atageant dans ses contradictions, l'antiracisme est incapable de porter le débat où il devrait l'être, après avoir bien repéré la nouvelle configuration du racisme. Sans doute, son optimisme philanthropique naïf l'empêche de vraiment apercevoir les vraies difficultés théoriques et philosophiques. Car il n'est pas vrai que le mouvement progressiste de la Raison et de la Science débouche naturellement sur l'émancipation des hommes et la fin des préjugés. Mais Pierre-André Taguieff va plus loin encore, lorsqu'à la suite de Max Scheler il met en cause l'essence négative de l'humanitarisme moderne ; « *Cette fleur moderne du ressentiment, l'universalisme réactif, reconnaissable à la haine de soi, des siens et de l'idée même d'une perfection spirituelle qui motive sa célébration du lointain et de l'étranger, n'est que la passion négative s'étant emparée de l'amour de l'humanité* ».

Cela ne signifie pas qu'il faut renoncer à la philanthropie et à l'universalisme. Bien au contraire. Mais c'est ici que la conversion à l'éthique doit s'opérer. J'avoue que c'est la dernière partie du livre qui m'a le plus passionné, car c'est alors seulement que parti-pris décisif pour l'homme peut s'opérer, dans la pleine reconnaissance de ce qu'il est. Qu'Alain de Benoist, grand défenseur des différences s'affirme philosophiquement nominaliste n'est pas une chose mineure dans ce débat. Car le nominalisme interdit au fond l'accès à une reconnaissance de l'homme comme personne et sujet de droit. L'horizon de l'éthique même disparaît. Celui-ci tient tout entier à l'obligation infinie à l'égard de l'autre, que nous a révélé le monothéisme biblique, au point de départ du seul universalisme authentique. Cet universalisme, loin d'exclure les différences, les requiert mais ne leur permet jamais d'effacer son exigence, sous peine de barbarie. Mais voilà une bien petite incursion dans un livre-somme qu'il faut lire et méditer de toute urgence !

Gérard LECLERC

Pierre-André Taguieff, *La force du préjugé*, essai sur le racisme et ses doubles, La Découverte, 644 pages, franco : 255 F.

Commémoration

Plantu

Lys Rouge
Revue trimestrielle d'études et de débats de la N. A. R.



REVUE TRIMESTRIELLE
COMMUNION PARLANT
N° 38
Mars 1982
128 p. 25 F

Faillite de la politique

Si l'on additionne les deux numéros de la revue, on obtient un ouvrage de 76 pages, qui est une véritable encyclopédie de la politique. L'ouvrage est divisé en deux parties : la première est consacrée à l'histoire de la politique, la seconde à l'actualité. L'ouvrage est écrit par des auteurs de renom, et est illustré de nombreuses photographies. L'ouvrage est une véritable référence pour tous ceux qui s'intéressent à la politique.

CECI
L'ouvrage est écrit par des auteurs de renom, et est illustré de nombreuses photographies. L'ouvrage est une véritable référence pour tous ceux qui s'intéressent à la politique.

Le n° 38 du «Lys Rouge» (38 pages) offre à ses lecteurs une nouvelle inédite de Marc Desaubiaux, «Le Messager». L'histoire se passe au moment de la révolution de 1830...

- On pourra lire d'autre part: Editorial «Faillite de la politique» (F. Aimard) - Idées «Un étrange Edmund Burke» (Norbert Col) - Humeur «Sans-culottes et Nazis, à propos du bicentenaire et du livre des Badinter sur Condorcet» (Paul Chassard) - Notes de lecture «Les Entretiens Gustave Thibon - Philippe Barthelet», «Les Daudet, de Cleber» - Histoire «Inventaire de la presse royaliste de 1971 à nos jours» - Livre de presse sur l'Afghanistan.

Dans un prochain n° du «Lys Rouge» paraîtra une longue étude sur le Mouvement Socialiste Monarchique qui présente des listes aux élections de 1945. Nous sommes encore à la recherche de précisions, témoignages et documents (photocopies de bulletins de vote par exemple, ou du journal «Le Lys Rouge» de J.-M. Bourquin...). Merci pour votre aide.

Bulletin à retourner à «Royaliste»
17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS

Tout règlement à l'ordre de «Royaliste»
CCP 18 104 06 N Paris

- ☐ commande le n°38 du «LYS ROUGE» et verse 25 F
- ☐ s'abonne pour 4 n° au «LYS ROUGE» et verse 50 F
- ☐ s'abonne pour 8 n° et verse 90 F
- ☐ commande la nouvelle de Marc Desaubiaux en tiré à part (16 pages) et verse 28 F

Prima della Rivoluzione

Au Nouveau Théâtre de Montpellier, «la cognée est déjà à la racine des arbres»...

«**T**out le monde nous abandonne. Brusquement personne n'a plus besoin de nous» avoue l'aristocrate. La propriétaire émigre. Sa fille travaillera. La gouvernante se place chez des bourgeois, le vieux serviteur au mouiroir. Les arbres tombent sous la hache.

Pourtant, «le peuple il n'est pas méchant». C'est la nouvelle classe des marchands et des in-

le promoteur: «Seigneur, tu nous as donné des forêts immenses, des champs sans limites, les horizons les plus profonds du monde, nous qui vivons ici, nous devrions être des géants...» Par «la souffrance et un travail extraordinaire, incessant», que naîsse «la vie nouvelle» ! Périssent ce monde ancien, le parfum des cerises, le goût de la confiture, la douce ivresse d'une dernière fête, le remords des amours



tellectuels qui conduit le changement: le bonheur est une idée neuve. «Le voilà, le bonheur, il vient, il approche... L'humanité va de l'avant vers la vérité suprême, vers le plus grand bonheur qui soit possible sur la terre... Ce prophète qui se veut «au-dessus de l'amour», sera-t-il Robespierre, Saint-Just ?

«En avant, dit-il à la jeune Ania, nous sommes irrésistiblement attirés vers l'étoile lumineuse qui brille dans le lointain. En avant ! Pas de retardataires camarades !» Esquisse du couple statufié au sommet du pavillon de l'URSS, à l'Expo de 1936: La Cerisaie précède d'un an la rébellion du *Potemkine*.

«Toute la Russie est notre jardin», proclame l'étudiant. Et

déraisonnables. Compassion pour les pécheresses et pour les innocents, contemplation des âmes, fantaisies surréelles, c'est la Russie de Dostoïevski, de Tolstoï, de Chagall, au filtre bien serré de Tchekhov...

Pourtant, ni leçon d'Histoire, ni folklore dans la mise en scène de Jacques Pioch: point de clochette ni de samovar, mais les buées de l'hiver, les touffeurs de l'été, les humeurs, les inconsciences et les paniques d'une humanité qui ne tient plus qu'à ses souvenirs et à ses mirages.

Nicolas SERGENT

La Cerisaie, d'Anton Tchekhov, mise en scène Jacques Pioch, du 7 au 27 mai, au Nouveau Théâtre de Montpellier. T. 67.58.64.76.

Mozart assassiné



Aujourd'hui, le jeune Wolfgang-Amadeus ne taperait plus sur les touches de son piano, mais sur celles de son ordinateur. C'est ce qu'on appelle une mutation socio-économico-culturelle. Des mutations, nous en connaissons d'innombrables qui sont débattues au cours d'interminables commissions, analysées dans de gros rapports, puis dans des contre-commissions et dans des contre-rapports. Plantu, quant à lui, a traité son sujet («de l'éducation, des éduqués et des éduquants dans une société moderne à faible croissance et à fort chômage») en cent vingt sept pages où tout est dit. Tout sur le stress lycéen, sur le décalage entre les pères néopotiers et les enfants branchés sur l'informatique, sur le racisme ordinaire, la ségrégation par les diplômes, les impasses du diplôme, les écoles expérimentales, les patrons, les ouvriers, Centrale et l'ENA. Comme il est notoire que les caricatures valent mieux qu'un long article - ce que chacun peut vérifier chaque jour à la une du *Monde* - il faut se pencher toutes affaires cessantes sur le rapport Plantu.

Y.L.

Plantu, Wolfgang, tu feras informatique. La Découverte/Le Monde 95 F franco.

MERCREDIS DE LA NAR

Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 21 F.).

Mercredi 11 mai - Calendrier oblige, trois jours après le second tour de l'élection présidentielle **Bertrand RENOUVIN** en analysera les résultats, envisagera les perspectives d'avenir et dressera un bilan de l'action de la NAR pendant la campagne.

Comme à l'accoutumée une part importante de la réunion sera consacrée au débat. Bonne occasion pour venir éclaircir les questions que vous vous êtes posées sans toujours avoir de réponse.

Mercredi 18 mai - S'il ne restait qu'un seul républicain en France ce serait sans doute **Claude NICOLET**, professeur à la Sorbonne ! Paru il y a quelques années déjà, son livre «L'idée républicaine en France» est un ouvrage fondamental pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire des idées politiques. Royalistes, nous ne pouvons qu'être très attentifs à la pensée de Claude Nicolet et cela promet un débat animé et passionnant.

Mercredi 25 mai - Il y a vingt ans : Mai 68 ! **Henri WEBER** qui est aujourd'hui maître de conférence en sciences politiques en fut un des acteurs de premier plan. Animateur du secteur Lettres de l'Union des Etudiants communistes, puis bras droit d'Alain Krivine, il fut l'un des principaux dirigeants de la J.C.R. (Jeunesse communiste révolutionnaire). Il sort aujourd'hui un livre : «Vingt ans après. Que reste-t-il de 68 ?» qu'il a accepté de venir nous présenter.

Comte de Paris

La déclaration du comte de Paris que nous publions (page 3) est à faire connaître très largement. Elle est disponible en tiré à part. Prix franco pour quinze exemplaires : 5 F - pour cinquante exemplaires : 10 F.

Adhésion

Franchir le pas

La campagne électorale que nous avons menée nous a donné l'occasion de découvrir de nouveaux amis et d'acquérir de nouveaux lecteurs. Pourquoi ne matérialiseraient-ils pas tout de suite l'intérêt qu'ils portent à la NAR en nous donnant leur adhésion ?

Certes, nous savons bien que l'acte d'adhésion est quelque chose d'important et que souvent nos lecteurs hésitent à s'engager plus avant à nos côtés par crainte - injustifiée d'ailleurs - de se voir « embrigadés » à leur corps défendant.

Mais la NAR n'a rien d'un parti totalitaire et nous ne demandons jamais à nos adhérents de faire plus qu'ils ne le désirent.

Une adhésion a pour nous beaucoup d'importance. La crédibilité du mouvement, une meilleure organisation, une plus juste estimation de notre force se mesurent par le nombre de nos adhérents.

Pour nos amis, l'adhésion leur permet de concourir réellement à la vie de la NAR, de participer au Congrès annuel où sont définies les grandes options du mouvement, d'être régulièrement informés tous les mois par « La lettre aux adhérents » et d'élire les conseillers

nationaux qui aident le Comité Directeur dans sa tâche.

Pourquoi adhérer sans plus attendre ? Eh bien tout simplement parce que notre Conseil national va être renouvelé à la fin de ce mois et que nous souhaitons que tous ceux qui partagent nos convictions puissent participer à ces élections et contribuer ainsi au meilleur fonctionnement de notre démocratie interne. Ce Conseil national ne sera vraiment représentatif que s'il est l'émanation de l'ensemble de nos amis.

Sur le plan pratique, matérialiser son adhésion consiste à remplir une demande et à approuver et signer notre « déclaration fondamentale ». Tous les renseignements pratiques ainsi que le texte de cette déclaration sont contenus dans une petite documentation que nous nous ferons un plaisir de vous envoyer sans engagement de votre part.

Yvan AUMONT

Souscription

Encore un effort, nous y sommes presque ! En réponse à l'appel que nous avons lancé il y a quelques semaines, nos lecteurs, très nombreux ont répondu. Si les retardataires ne tardent pas trop, nous sommes sûrs que nous atteindrons rapidement l'objectif que nous nous étions fixé pour couvrir les frais exceptionnels engagés par la campagne électorale. En effet il ne nous reste plus qu'à trouver 15.000 F. Alors, vite et merci !

Souscripteurs (4ème liste)

P. Le Roué 100 F - X. Perrodeau 3200 F - J.D. Falguière 100 F - C. Barnet 40 F - Ch. Kratz 50 F - P. Lewille 200 F - J.J. Pajon 50 F - R. de Pange 1000 F - C. Gérard 500 F - Mlle F. Martin 100 F - A. Mercier 1840 F - A. Denivet 110 F - G. Leclerc-Gayrau 500 F - R. Meygret 50 F - V. Costes 200 F - J. Belatti 150 F - F. Delafosse 800 F - E. Mezence 300 F - M. Guillard 80 F - D. Petitjean 100 F - F. Bensimon 150 F - A. Schiano 100 F - G. Maire 200 F - P. Riondel 600 F - B. de Winter 1000 F - R. Gautier 200 F - L. Cadic 110 F - C. Gravier 300 F - Vive Henri VI 500 F - J. Clavreul 120 F - M. Ben Sadic 300 F - J. Weitzman 100 F - M. de La Forest 1200 F - J. Lieutaud 100 F - S. Gondoin 200 F - D. Morin 150 F - A. Morin 300 F - B. Mouret 300 F - M.T. Vallier 150 F - Y. Delaunay 200 F - F. Launoy 100 F - R. Deschamps 250 F - Un ancien du Courrier Royal 500 F - M. Brezot 100 F - P. de Martignac 200 F - Lycéen à Millau 100 F - J.J. Plantoz 110 F - P. La Fourcade 180 F - Des royalistes savoyards 1500 F - M. Hily 60 F - J. Chazal 200 F - P. Bourdier 100 F.

Total de cette liste 19.040 F
Total précédent : 50.468 F
Total général : 69.508 F

Pour adhérer

Nom/Prénom:

Adresse:

désire recevoir, sans engagement de ma part la documentation relative à l'adhésion à la N.A.R.

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle sans engagement de votre part. Pour 90 F seulement (au lieu de 210 F) vous pouvez recevoir : Un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, le dernier livre de Bertrand Renouvin, une brochure «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui» et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

Nom:

Prénom:

Date de naissance:

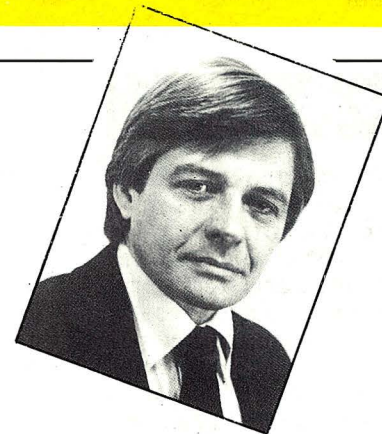
Profession:

Adresse:

désire bénéficier sans engagement de ma part de l'offre exceptionnelle et verse pour cela 90 F. Bulletin à retourner accompagné du règlement à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

LES CHEMINS DE LA SAGESSE



Lors du dernier rassemblement de son ultime campagne, le 6 mai à Toulouse, François Mitterrand prononça un discours qui le plaçait, au-delà de l'enjeu électoral, devant son destin personnel et dans le mouvement de notre histoire.

S'adressant aux militants de son ancien parti et à des hommes et des femmes appartenant pour la plupart à une tradition de gauche, ce singulier candidat, point démagogue et éloigné de tout esprit d'affrontement, fut plus que jamais homme d'Etat.

Homme d'Etat en effet, non seulement dans son projet, une nouvelle fois exposé sans vaines polémiques, mais surtout par la relation qu'il établit, au fil de phrases simples et souvent belles, avec le temps. D'abord le sien propre, compté, mais regardé sans apparence de crainte ni nostalgie, avec la presque certitude d'avoir réussi sa vie et l'espérance de pouvoir assurer la transmission « après avoir tenu les anneaux de la chaîne assez longtemps pour avoir changé mon temps ». Et ce changement, dont l'histoire retiendra qu'il permit l'exercice du pouvoir par des traditions politiques très souvent tenues à l'écart de celui-ci, s'inscrivait dans la continuité de « la France millénaire », « celle du Royaume et de la République », « celle de l'unité et de la diversité »...

Homme d'Etat, François Mitterrand l'était encore par cette autre relation qu'il établissait avec la foule méridionale et, à travers elle, avec l'ensemble du pays. Tout proche de ses partisans, évidemment fidèle à sa famille politique, il sut faire comprendre et sans doute admettre sa propre distance d'homme voué depuis sept ans au service du pays tout entier, la nécessité d'une ouverture qui ne se ferait pas au détriment de la fidélité et la grande tâche du service de la France, non du seul parti, à l'intérieur de nos frontières comme partout dans le monde.

CYNISME

Tandis que François Mitterrand exaltait, sous le mot de République, une sagesse politique proche de la tradition capétienne, son adversaire multipliait les coups de

théâtre pour renverser le cours des choses. De fait rien ne fut négligé, ni le meilleur ni le pire, pour éviter une défaite que les résultats du 24 avril annonçaient cinglante. Ainsi, la joie unanime qui salua le retour des trois otages détenus au Liban fut gâchée par l'exploitation politique qui en fut faite par Jacques Chirac et ses partisans. Ainsi, au soulagement provoqué par la libération des gendarmes pris en otages à Ouvéa, se mêla l'indignation, la honte et l'écœurement lorsqu'on apprit la mort de deux gendarmes et de dix-neuf indépendantistes et lorsqu'on entendit les discours de victoire et de vengeance qui saluèrent ce massacre. Il fallut encore que, tour à tour, MM. Pasqua, Messmer et Chirac fassent le décompte des morts « Français » et des morts « Canaques » (le Premier Ministre n'hésitant pas à dénier aux preneurs d'otages leur dignité d'hommes) et établissent de ce fait une ségrégation qui légitime les revendications les plus extrémistes. Comme le tragique côtoie souvent le grotesque, nous eûmes, en point d'orgue, une manifestation pour la défense de la 5ème République toute entière tournée contre un Président qui l'incarnait depuis sept ans, et où l'imposture côtoya la bêtise et le sectarisme.

Cette conception cynique de la politique aura de lourdes conséquences. Nul ne sait quel fut le prix payé pour les otages de Beyrouth, mais il y a lieu de s'inquiéter quant à notre liberté d'action au proche et au moyen orient. Le retour du capitaine Prieur est certes touchant, mais la rupture de notre engagement va de nouveau entraver notre politique dans le Pacifique. En Nouvelle-Calédonie, l'« honneur » vengé, selon la méthode que conseillait Jean-Marie Le Pen, crée une fracture d'une extrême gravité dans la population. En métropole enfin, les polémiques outrancières des chiraquiens et leurs complaisances à l'égard des thèses et des prétendues valeurs du Front national, ont créé des tensions, nourri des fantasmes, entretenu des illusions qui ont réveillé l'esprit de guerre civile.

Le beau succès remporté par François Mitterrand montre qu'une large majorité de Français a refusé cette politique activiste et provocatrice, qui faisait suite aux improvisations, aux erreurs et aux échecs qui ont marqué les deux années du gouvernement de Jacques Chirac. Les formations de la

droite classique paient ainsi une stratégie alimentée par le pur esprit de revanche politique et sociale, et fondée sur une conception purement instrumentale des idées et des projets. Si elles ne veulent pas être détruites, il faudra, comme nous les en adjurons depuis des années, qu'elles retrouvent leurs traditions et qu'elles forment, à partir du renouvellement de celles-ci, de véritables projets.

LE CHOIX

Mais c'est surtout, et beaucoup plus qu'en 1981, l'adhésion à un projet positif qui l'emporte. La victoire de François Mitterrand il y a sept ans était pour partie fondée sur le rejet du septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Le 8 Mai, c'est l'esprit de rassemblement et d'ouverture qui domine, auquel la Nouvelle action royaliste a participé tout au long de la campagne. Il faut qu'il trouve très vite sa traduction concrète, dans la formation du nouveau gouvernement et dans la projet qui sera mis en oeuvre, en toute fidélité aux idées sur lesquelles s'est retrouvée la nouvelle majorité présidentielle, qui dépasse très largement les frontières de la gauche.

L'expérience de ces sept dernières années montre que le pouvoir politique ne peut pas tout faire. Sa fonction, sa mission, est de poser les conditions générales du bien commun. Celles de l'unité, qui impliquent d'abord un Etat qui soit le plus arbitral possible. Celles de la liberté, qui ne sont pas remplies dès lors qu'un parti ou des groupes de pression s'emparent de l'Etat et le gèrent à leur profit exclusif. Celles de la justice sociale, qui se fondent sur l'indépendance de l'Etat et qui exigent une politique de développement économique qui est à redéfinir. Celles de la paix civile, aujourd'hui tragiquement menacée en Nouvelle-Calédonie et qu'il faut préserver en France contre les forces de division et de haine qui ne désarmeront pas.

Avec François Mitterrand, nous savons que ces conditions générales sont posées et qu'elles peuvent être remplies. Dans sa tâche d'homme d'Etat, nous continuerons d'être auprès de lui.

Bertrand RENOUVIN